

Extrait du rapport d'information sur le coût administratif de la réintroduction de l'ours dans les Pyrénées

Présenté par Augustin Bonrepaux, député

Assemblée Nationale le 13 décembre 2006

...//...

3.- L'association pour la cohabitation pastorale, bras armé du ministère de l'Écologie et du développement durable ?

Il n'en va pas de même de l'association pour la cohabitation pastorale, établie à Siguer, en Ariège. D'après les déclarations de ses responsables, cette association créée en 2001 compterait 45 adhérents à jour de cotisation, celle-ci s'élevant à 15 euros. Au vu des comptes de résultat 2005, les chiffres réels se révéleraient plus modestes, puisque les cotisations enregistrées s'établissent à 375 euros, ce qui correspond à un effectif de 25 adhérents. Le bilan d'activité pour l'année 2005 en annonce pourtant 81.

Quoi qu'il en soit, votre Rapporteur a constaté avec étonnement que le budget de cette association, en tout état de cause inférieure à cent membres, avoisine les 240.000 euros. L'écart élevé entre ce total et le montant des cotisations est principalement comblé par une subvention considérable de la direction régionale de l'Environnement Midi-Pyrénées : 102.903 euros dès 2001, 111.600 euros en 2002, 165.000 euros en 2003, 163.618 euros en 2004 et 204.000 euros en 2005. L'association est surtout active dans le placement de chiens patous. Ces chiens, élevés dès le plus jeune âge au milieu du troupeau, grandissent en s'identifiant à lui, de sorte qu'une fois adultes ils interviennent dès qu'ils le sentent attaqué. Leur force, combinée à leur attitude menaçante, est censée tenir l'ours à distance. Au demeurant, il n'est pas rare qu'en pratique, ils soient aussi habiles à dissuader les promeneurs d'approcher.

Du point de vue budgétaire, il apparaît surtout, vu la structure des ressources de l'association, que la direction régionale de l'Environnement dispose à travers elle d'une cellule « chiens patous » quasi entièrement financée sur fonds publics. L'association emploie six personnes dont l'effectif se confond en partie avec celui des adhérents. Les intérêts des employeurs et des salariés ne sont pourtant pas forcément convergents. Cela pose un réel problème de gestion interne. Le personnel instruit également les dossiers de subvention pour le recours aux chiens patous, où il ne peut être en vérité que juge et partie, puisque c'est la raison d'être de l'association.

Votre Rapporteur estime donc que cette association remplit une fonction de paravent des services du ministère de l'Écologie et du développement durable, dont l'activité échappe ainsi en partie aux règles de la comptabilité publique. Il

déplore la confusion entretenue entre des intérêts particuliers et l'action publique.

Cette confusion ne peut que porter atteinte à la nécessaire impartialité de l'État. Sans même revenir sur le type de protection proposé, et sur ses effets préjudiciables à la fréquentation de la montagne, il apparaît au demeurant qu'à peine 20 % de la subvention accordée par le ministère est effectivement employée à l'achat et à l'utilisation de chiens patous, le reste des dépenses étant consacré à l'animation et à la vulgarisation des techniques de protection ⁽¹⁾.

Votre Rapporteur estime que ce rapport entre l'aide effective et le budget global manifeste un déséquilibre, de sorte que, pour un soutien équivalent, le ministère de l'Écologie et du développement durable pourrait allouer moitié moins à cette association.

(1) Voir l'annexe I du présent rapport le compte rendu de l'audition de son président M. François Arcangeli.